AVIS DE CONVOCATION

CONVENING NOTICE

Assemblée Générale Mixte 2021

Combined General Meeting 2021

Mardi 11 mai 2021 à 15h
à huis clos
au 78, quai Marcel-Dassault
92210 Saint-Cloud, France

Tuesday 11 May 2021 at 3.00 p.m.
behind closed doors
at 78, quai Marcel-Dassault
92210 Saint-Cloud, France

www.dassault-aviation.com

SOMMAIRE / CONTENTS

1. Exposé sommaire de l'activité en 2020 **p. 5**
Dassault Aviation in 2020 – Summary Report

2. Ordre du jour **p. 11**
Agenda

3. Résolutions **p. 14**
Resolutions

4. Comment participer à l'Assemblée Générale ? **p. 30**
How to take part in our General Meeting?

5. Formulaire de vote **p. 38**
Proxy

6. Demande d'envoi de documents et de renseignements **p. 39**
Request for additional documents and information

À l'attention des actionnaires,

Compte tenu du contexte national lié à la covid 19, le Président-Directeur Général de Dassault Aviation (ci-après « la Société »), agissant sur délégation du Conseil d'administration de la Société réuni le 4 mars 2021, a décidé, à titre exceptionnel, afin de garantir la sécurité des actionnaires, de réunir l'Assemblée générale du 11 mai 2021 à huis clos, hors la présence physique des actionnaires et des personnes ayant le droit d'y participer.

Cette décision a été prise conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 prorogée et modifiée par l'ordonnance n°2020-1497 du 2 décembre 2020 et le décret n°2020-418 du 10 avril 2020 prorogé et modifié par les décrets n°2020-1614 du 18 décembre 2020 et n°2021-255 du 9 mars 2021.

En effet, à la date du présent avis, il existe des mesures administratives limitant ou interdisant les déplacements ou rassemblements collectifs, faisant obstacle à la présence physique à l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Président-Directeur Général informe les actionnaires qu'aucune carte d'admission ne sera délivrée et les invite à voter par les moyens de vote à distance mis à leur disposition (par voie postale ou sur Internet via la plateforme de vote sécurisée VOTACCESS) ou à donner pouvoir au Président de l'Assemblée, selon les modalités détaillées ci-après.

L'Assemblée générale sera diffusée en direct et en différé sur le site internet de la Société à l'adresse suivante: www.dassault-aviation.com, à moins que des raisons techniques rendent impossible ou perturbent gravement cette retransmission.

Dans ce contexte exceptionnel, les actionnaires sont avisés que les modalités liées à la tenue et à la participation à l'Assemblée générale de Dassault Aviation du 11 mai 2021 sont susceptibles d'être modifiées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et/ou réglementaire.

Les actionnaires sont encouragés à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée générale sur le site Internet de Dassault Aviation dans la rubrique Finance (accessible à l'adresse suivante : www.dassault-aviation.com), qui pourra être mise à jour pour préciser les modalités définitives de participation à l'Assemblée générale en fonction des évolutions législatives et/ou sanitaires qui interviendraient postérieurement à la publication du présent avis.

Éric TRAPPIER
Président-Directeur Général

To the shareholders,

Given the national context linked to covid 19, the Chairman and Chief Executive Officer of Dassault Aviation (hereinafter "the Company"), acting on the delegation of the Company's Board of Directors held on March 4, 2021, has exceptionally decided, in order to guarantee the safety of the shareholders, to convene the General Meeting of May 11, 2021 behind closed doors, without the physical presence of the shareholders and of the persons entitled to participate.

This decision was taken in accordance with the provisions of ordinance n° 2020-321 of March 25, 2020 extended and modified by ordinance n° 2020-1497 of December 2, 2020 and decree n° 2020-418 of April 10, 2020 extended and amended by decrees n° 2020-1614 of December 18, 2020 and n ° 2021-255 of March 9, 2021.

Indeed, at the date of this notice, there are administrative measures limiting or prohibiting collective travel or gatherings, preventing physical presence at the General Meeting of Shareholders.

The Chairman and Chief Executive Officer informs the shareholders that no admission card will be issued and invites them to vote by the remote voting means made available to them (by post or on the Internet via the VOTACCESS secure voting platform) or to give proxy to the Chairman of the Meeting, in accordance with the procedures detailed below.

The General Meeting will be broadcast live and recorded on the Company's website at the following address: www.dassault-aviation.com, unless technical reasons make this retransmission impossible or seriously disrupt.

In this exceptional context, shareholders are advised that the terms and conditions relating to the holding and participation in the General Meeting of Dassault Aviation of May 11, 2021 are likely to be modified depending on the evolution of the health and / or regulatory situation.

Shareholders are encouraged to regularly consult the section dedicated to the General Meeting on the Dassault Aviation website in the Finance section (accessible at the following address: www.dassault-aviation.com), which may be updated to specify the final terms of participation in the General Assembly based on legislative and / or health changes that occur after the publication of this notice.

Éric TRAPPIER
Chairman and Chief Executive Officer

1. Exposé sommaire de l'activité en 2020 / *Dassault Aviation in 2020 – Summary report*

RÉSULTATS DU GROUPE DASSAULT AVIATION

	2020	2019
Prises de commandes	**3 463 M€** MCO OCEAN 15 Falcon	5 693 M€ MCO RAVEL 40 Falcon
Chiffre d'affaires ajusté (*)	**5 489 M€** 13 Rafale Export 34 Falcon	7 341 M€ 26 Rafale Export 40 Falcon
Carnet de commandes *au 31 décembre*	**15 895 M€** 62 Rafale *dont 28 Rafale France et 34 Rafale Export* 34 Falcon	17 798 M€ 75 Rafale *dont 28 Rafale France et 47 Rafale Export* 53 Falcon
Résultat opérationnel ajusté (*) *Marge opérationnelle ajustée*	**261 M€** 4,8% du chiffre d'affaires	765 M€ 10,4% du chiffre d'affaires
Recherche et Développement	**538 M€** *9,8% du chiffre d'affaires*	527 M€ *7,2% du chiffre d'affaires*
Résultat net ajusté (*) *Marge nette ajustée* *Résultat par action*	**396 M€** *7,2% du chiffre d'affaires* 47,6 € par action	814 M€ *11,1% du chiffre d'affaires* 97,9 € par action
Trésorerie disponible *au 31 décembre*	**3 441 M€**	4 585 M€
Dividendes	**103 M€** *12,3 € / action*	Proposé fév. 2020 : 212 M€ Révisé avril 2020 : 0 M€
Participation et intéressement y.c. forfait social de 20% *Effectif inscrit au 31 décembre*	**85 M€** *12 441*	187 M€ *12 757*

N.B. : Dassault Aviation comptabilise l'intégralité des contrats Rafale Export (y compris les parts Thales et Safran).

Principaux agrégats en normes IFRS (cf. tableau de passage en annexe)

(*) Chiffre d'affaires consolidé	*5 492 M€*	*7 371 M€*
(*) Résultat opérationnel consolidé	*246 M€*	*796 M€*
(*) Résultat net consolidé	*303 M€*	*713 M€*

Le Conseil d'administration, réuni le 4 mars 2021 sous la présidence de Monsieur Éric Trappier, a arrêté les comptes 2020.

« 2020 fut une année « extra-ordinaire » marquée par la pandémie de la covid 19 plongeant le monde entier dans une crise sanitaire et économique. Pour Dassault Aviation, cette crise a permis de démontrer la pertinence de son modèle dual et de sa résilience. Passé le choc, nos organisations ont dû s'adapter, mettre en place un protocole sanitaire robuste afin d'assurer la sécurité de nos salariés, et déployer le télétravail.

Dans ce contexte hors du commun, nous avons priorisé le respect de nos engagements :

- le soutien aux Forces Armées et aux clients Falcon,
- la livraison des Rafale Export et des Falcon,
- la poursuite du développement du Falcon 6X.

Par ailleurs, certains retards ont été générés par les nécessaires changements d'organisation du travail (arrêt des plateaux physiques, « télétravail de crise », retards de nos sous-traitants, etc.).

Le secteur aéronautique a été frappé de plein fouet par la mise à l'arrêt d'une grande partie du trafic aérien. L'État a soutenu la filière avec des Prêts Garantis (« PGE ») et le chômage partiel. De plus, il a lancé, en coopération avec le GIFAS, un plan de soutien et de modernisation de la filière.

À ce titre, Dassault Aviation a en 2020 :

- perçu 6 M€ d'aides de l'État au titre du chômage partiel,
- versé 1 M€ dans le fonds d'investissement sur un engagement de 13 M€,
- reçu 8 M€ au titre de CORAC.

Dans ces circonstances exceptionnelles, nos actionnaires nous ont soutenus en renonçant à percevoir leurs dividendes en 2020 pour l'exercice 2019.

Comme prévu, nous avons livré 13 Rafale Export et poursuivi les prospections à l'Export, dont l'une s'est conclue, en janvier 2021, par le succès de la vente à la Grèce de 18 Rafale (6 avions neufs, et 12 appareils récemment mis en service dans l'Armée de l'Air et de l'Espace Française). À la suite de cette vente, la France a annoncé la commande de 12 Rafale supplémentaires pour remplacer ceux livrés à la Grèce.

Nous avons également réussi à livrer 34 Falcon malgré les restrictions de voyage, poursuivi le développement du Falcon 6X qui a réalisé son roll-out virtuel en décembre 2020 avec une entrée en service prévue fin 2022, et continué le développement du futur Falcon qui sera annoncé au 1er semestre 2021.

Les prises de commandes 2020 s'élèvent à 3 463 millions d'euros contre 5 693 millions d'euros en 2019. Elles comprennent, cette année, notamment le contrat de maintien en condition opérationnelle verticalisé des Atlantique 2 (OCEAN) pour la France et 15 Falcon dont le programme d'avions de surveillance et d'intervention maritime « Albatros » pour la marine française. En 2019, elles comprenaient principalement le contrat RAVEL et 40 Falcon.

Le chiffre d'affaires 2020 s'élève à 5 489 millions d'euros contre 7 341 millions d'euros en 2019. Cette diminution, conforme à notre prévision, s'explique principalement par la baisse du nombre de livraisons de Rafale Export (13 vs 26 en 2019) et de Falcon (34 Falcon vs 40 en 2019).

La marge opérationnelle ajustée s'établit à 4,8% (vs 10,4% en 2019). Elle a été affectée par :

- les impacts financiers liés à la crise sanitaire (sous-activité, coût des mesures sanitaires, baisse d'activité des centres de maintenance Falcon, etc.). Les économies associées aux plans d'actions mis en place par le Groupe ont limité ces impacts,
- le haut niveau de recherche et développement autofinancés représentant 9,8% du chiffre d'affaires contre 7,2% en 2019. En effet, malgré la crise, nous avons tenu à maintenir nos développements en cours notamment le Falcon 6X et le futur Falcon,
- la moindre absorption des charges fixes liée à la baisse du chiffre d'affaires de 25%.

Le résultat net ajusté 2020, en baisse de 51%, s'établit à 396 millions d'euros, soit une marge nette de 7,2% du chiffre d'affaires, contre 11,1% en 2019. Cette diminution s'explique principalement par la baisse du résultat opérationnel et la moindre contribution de Thales au résultat net.

Cela conduit à la proposition de versement aux actionnaires d'un dividende de 103 millions d'euros (12,3 euros par action), et à une distribution aux salariés de 85 millions d'euros, y compris forfait social, au titre de la participation et de l'intéressement.

Par ailleurs, en 2020, nous avons poursuivi l'exécution de notre plan de transformation et notamment la digitalisation de l'entreprise. Cette digitalisation est fondamentale pour tous nos process, du design au soutien, et l'assurance de la maîtrise de nos données. De même, nous accentuons nos efforts sur le pilotage de la performance industrielle, et la modernisation de nos infrastructures.

2021 sera une année encore profondément marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires et économiques. Dans ce contexte, nos efforts et notre stratégie seront :

- Rafale Export : exécuter les contrats, poursuivre les prospections en cours,
- Falcon : augmenter les ventes,
- Falcon 6X : continuer le développement en vue de l'entrée en service fin 2022,
- Développements militaires : poursuivre les programmes en cours (standard F4, Archange, Albatros, etc.),
- Préparation du futur : tenir le calendrier du futur Falcon,
- New Generation Fighter : obtenir le lancement des phases 1B et 2,
- Eurodrone : obtenir un contrat,
- Tranche 5 du Rafale France : préparer l'obtention du contrat de productibilité,
- Soutien et disponibilité de nos avions : rester au meilleur niveau,
- Transition énergétique : obtenir des commandes CORAC,
- Make in India : poursuivre le développement des activités transférées chez DRAL.

Nous prévoyons de livrer 25 Rafale et 25 Falcon. Le chiffre d'affaires sera en hausse. **»**

Éric TRAPPIER, Président-Directeur Général de Dassault Aviation.

KEY FIGURES OF DASSAULT AVIATION GROUP

	2020	2019
Order intake	**€ 3,463 M** OCEAN support contract 15 Falcon	€ 5,693 M RAVEL support contract 40 Falcon
Adjusted net sales (*)	**€ 5,489 M** 13 Rafale Export 34 Falcon	€ 7,341 M 26 Rafale Export 40 Falcon
Backlog as of December 31	**€ 15,895 M** 62 Rafale of which 28 Rafale France and 34 Rafale Export 34 Falcon	€ 17,798 M 75 Rafale of which 28 Rafale France and 47 Rafale Export 53 Falcon
Adjusted operating income (*) Adjusted operating margin	**€ 261 M** 4.8% of net sales	€ 765 M 10.4% of net sales
Research and Development	**€ 538 M** 9.8% of net sales	€ 527 M 7.2% of net sales
Adjusted net income (*) Adjusted net margin Earnings per share	**€ 396 M** 7.2% of net sales € 47.6 per share	€ 814 M 11.1% of net sales € 97.9 per share
Available cash as of December 31	**€ 3,441 M**	€ 4,585 M
Dividends	**€ 103 M** € 12.3 per share	Proposed Feb. 2020: € 212 M Revised April 2020: € 0 M
Employee profit-sharing and incentives incl. 20% correlated social tax Headcount as of December 31	**€ 85 M** 12,441	€ 187 M 12,757

Note: Dassault Aviation recognizes Rafale Export contracts in their entirety (including the Thales and Safran parts).

Main IFRS aggregates (see reconciliation table in the Appendix)

(*) Consolidated net sales	€ 5,492 M	€ 7,371 M
(*) Consolidated operating income	€ 246 M	€ 796 M
(*) Consolidated net income	€ 303 M	€ 713 M

The Board of Directors approved the 2020 accounts at a Board meeting chaired by Mr. Éric Trappier on Mars 4th 2021.

"2020 was an extraordinary year, dominated by the Covid-19 pandemic that plunged the entire world into a health and economic crisis. This crisis allowed Dassault Aviation to demonstrate the relevance of its dual model as well as its resilience ability. Following the initial shock, our organizations have had to adapt by implementing a robust health protocol to ensure the safety of our employees, and "under crisis remote working" for most of them.

In this extraordinary context, we focused on meeting our commitments:

- *providing support for the armed forces and Falcon customers,*
- *completing Rafale Export and Falcon deliveries,*
- *continuing to develop the Falcon 6X.*

In addition, some delays were caused by the necessary changes in work organization (workplace shutdown, "under crisis remote working", sub-contractor delays, etc.).

The aviation sector has been hit hard by the shutdown of a large part of air traffic. The French government has supported the sector through state-guaranteed loans and a furlough scheme. It has also launched a plan to support and modernize the sector in association with GIFAS.

In 2020, Dassault Aviation:

- *received € 6 million of state temporary furlough allowance,*
- *paid € 1 million to the investment fund out of the € 13 million commitment,*
- *received € 8 million from CORAC.*

In these exceptional circumstances, our shareholders have shown their support by waiving their 2020 dividends due in respect of the 2019 earnings.

As guided, we delivered 13 Rafale Export and continued to explore new Export opportunities. This led to the successful sale to Greece, in January 2021, of 18 Rafale (6 new aircraft and 12 aircraft recently put into service with the French Air and Space Force). Following the sale, France announced the order of a further 12 Rafale to replace those to be delivered to Greece.

We also successfully delivered 34 Falcon (despite the travel restrictions), continued working on the Falcon 6X which completed its virtual rollout in December 2020 and that is expected to enter into service in late 2022 and continued to develop the future Falcon to be announced in the first half of 2021.

The 2020 order intake amounted to EUR 3,463 million, versus EUR 5,693 million in 2019. This year, it included the integrated support contract for the Atlantique 2 (OCEAN) for France and 15 Falcon, including the "Albatros" maritime surveillance aircraft program for the French Navy. In 2019, it chiefly comprised the RAVEL contract and 40 Falcon.

Net sales in 2020 amounted to EUR 5,489 million, versus EUR 7,341 million in 2019. This reduction, as planned, is mainly due to a lower number of Rafale Export deliveries (13 vs. 26 in 2019) and Falcon deliveries (34 vs. 40 in 2019).

Operating margin was 4.8%, versus 10.4% in 2019. It is directly affected by:

- *the financial impacts due to the health crisis (under-used capacity, cost of health measures, decline in activity at Falcon maintenance centers, etc.). The savings associated with the action plans implemented by the Group have cushioned these impacts,*
- *the significant level of self-financed R&D, representing 9.8% of net sales, compared with 7.2% in 2019. Despite the crisis, we aimed at keeping our current developments going, particularly the Falcon 6X and the future Falcon,*
- *less absorption of fixed costs due to the 25% drop in net sales.*

2020 adjusted net income, down 51%, stood at EUR 396 million, representing a net margin of 7.2% of net sales, versus 11.1% in 2019. This decrease is mainly due to the lower operating income and the smaller contribution to net income from Thales.

This result leads to a dividend proposal of EUR 103 million (EUR 12.3 per share) for shareholders and to a payment to employees of EUR 85 million, including the correlated social tax, by way of profit-sharing and incentive schemes.

We continued implementing our transformation plan, and particularly the digitalization of the Company. Digitalization is essential for our processes, from design to support, while mastering our data. We also put emphasize on our industrial performance and on modernizing our infrastructures.

Looking ahead, 2021 will still to be dominated by the pandemic and its consequences for public health and economy. In this context, our efforts and strategy will be:

- *Export Rafale: perform contracts and continue to explore new business opportunities,*
- *Falcon: increase sales,*
- *Falcon 6X: continue development with aiming at its entry into service in late 2022,*
- *Military developments: pursue the current programs (F4 standard, Archange, Albatros, etc.),*
- *Preparation of the future: keep to the schedule for the future Falcon,*
- *New Generation Fighter: obtain the launch of phases 1B and 2,*
- *Eurodrone: secure a contract,*
- *5th batch of the Rafale France: prepare for the productability contract,*
- *Aircraft support and availability: maintain the highest standards,*
- *Energy transition: secure CORAC orders,*
- *Make in India: continue developing the activities transferred to DRAL.*

We plan to deliver 25 Rafale and 25 Falcon. Net sales will increase."

Éric Trappier, Chairman and Chief Executive Officer of Dassault Aviation.

2. Ordre du jour / *Agenda*

Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2021
Combined General Meeting 11 May 2021

L'avis de réunion comportant l'ordre du jour et le texte des résolutions présentées par le Conseil d'administration à cette Assemblée a été publié au Bulletin des annonces légales obligatoires n°39 du 31 mars 2021.

The convening notice including the agenda and the text of the resolutions presented by the Board of Directors to this Meeting was published in the "BALO" No. 39 of March 31, 2021.

Les actionnaires sont informés que le Conseil d'administration de la Société, réuni le 12 avril 2021, a ajouté à l'ordre du jour ainsi publié deux points complémentaires relatifs à la ratification des cooptations de Monsieur Thierry Dassault, sur proposition du Groupe industriel Marcel Dassault (ci-après « GIMD »), et de Madame Besma Boumaza en tant qu'administrateurs.

The shareholders are informed that the Board of Directors of the Company, held on April 12, 2021, added to the published agenda two additional points relating to the ratification of the appointment of Mr. Thierry Dassault, on the proposal of "Groupe Industriel Marcel Dassault" (hereinafter "GIMD"), and Mrs. Besma Boumaza as new directors.

Ces points donnent lieu à l'ajout de deux résolutions complémentaires proposées par GIMD, de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire (cf. résolutions n°18 et 19 détaillées ci-après au paragraphe 3).

These points led to the addition of two additional resolutions proposed by GIMD, within the competence of the Ordinary General Meeting, (resolutions 18 and 19 as detailed below in paragraph 3).

Les actionnaires de Dassault Aviation sont convoqués en Assemblée Générale à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

The shareholders of Dassault Aviation are convened to a General Meeting to consider the following agenda:

- Rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice 2020, Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise, Rapport du Conseil d'administration sur les actions de performance 2020, Rapport du Conseil d'administration sur la nouvelle attribution d'actions de performance ;
- Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et consolidés dudit exercice, Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés ;

- *Directors' report on fiscal year 2020, Report on Corporate Governance, New Performance Share Plan Report, 2020 Performance Share Report,*
- *Statutory auditors' report on the consolidated financial statements and annual financial statements for the said financial year, statutory auditors' special report on regulated agreements,*
- *Approval of the company financial statements for fiscal year 2020,*
- *Approval of the consolidated financial statements for fiscal year 2020,*
- *Allocation and distribution of the net income of the Parent Company,*

- Approbation des comptes annuels de l'exercice 2020 ;
- Approbation des comptes consolidés dudit exercice ;
- Affectation et répartition du bénéfice de la Société Mère ;
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2020 aux administrateurs ;
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2020 à M. Éric Trappier, Président-Directeur Général ;
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2020 à M. Loïk Segalen, Directeur Général Délégué ;
- Approbation de la politique de rémunération 2021 des administrateurs ;
- Approbation de la politique de rémunération 2021 du Président-Directeur Général ;
- Approbation de la politique de rémunération 2021 du Directeur Général Délégué ;
- Ratification de la convention règlementée portant sur la police d'assurance Responsabilité Civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux (RCMS) ;
- Ratification de la convention réglementée relative à l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de terrains et bâtiments des établissements d'Argonay, Mérignac, Martignas et Saint-Cloud ;
- Ratification de la convention réglementée portant sur une modification du bail commercial concernant les établissements de Mérignac et Martignas ;
- Ratification de la convention réglementée portant sur la prolongation tacite du bail actuel consenti à Dassault Aviation par GIMD concernant le site d'Argenteuil ;

- *Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2020 to the directors,*
- *Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2020 to Éric Trappier, Chairman and Chief Executive Officer,*
- *Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2020 to Mr. Loïk Segalen, Chief Operating Officer,*
- *Approval of the 2021 compensation policy for directors,*
- *Approval of the 2021 compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer,*
- *Approval of the 2021 compensation policy for the Chief Operating Officer,*
- *Approval of the regulated agreement regarding the civil liability insurance policy for directors and corporate officers (called RCMS),*
- *Approval of the regulated agreement regarding the purchase by Dassault Aviation of land and buildings in Argonay, Mérignac, Martignas, and Saint-Cloud from GIMD,*
- *Approval of the regulated agreement regarding an amendment to the commercial lease agreement for the facilities in Mérignac and Martignas,*
- *Approval of the regulated agreement regarding the automatic extension of the current lease agreement between Dassault Aviation and GIMD for the facilities in Argenteuil,*
- *Authorization to be given to the Board of Directors to allow the Company to purchase its own shares under a share buyback program,*
- *Authorization to be given to the Board of Directors to reduce the Company's share capital by canceling shares purchased or to be purchased under a share buyback program,*
- *Dividing the nominal value of the Company's shares by ten,*
- *Authorization to be granted to the Board of Directors to allocate free Company shares to corporate officers and certain Company employees,*

- Autorisation à donner au Conseil d'administration pour permettre à la société d'opérer sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat d'actions ;
- Autorisation à donner au Conseil d'administration de réduire le capital social de la société par annulation d'actions achetées ou à acheter dans le cadre d'un programme de rachat d'actions ;
- Division par dix de la valeur nominale des actions de la Société ;
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'attribuer des actions de la Société au profit des dirigeants mandataires sociaux et de certains salariés de la Société ;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur ;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur ;
- Pouvoirs pour formalités.

- *Approval of the appointment of a new Director,*
- *Approval of the appointment of a new Director,*
- *Powers to carry out formalities.*

3. RESOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 11 MAI 2021

COMBINED GENERAL MEETING 11 MAY 2021

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

RESOLUTIONS FOR SUBMISSION TO THE ANNUAL ORDINARY GENERAL MEETING

Première résolution (Approbation des comptes annuels de l'exercice 2020)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration dont le rapport de gestion du Conseil d'administration, son rapport sur le gouvernement d'entreprise, son rapport sur le nouveau plan d'actions de performance, son rapport sur les actions de performance 2020, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et de leur rapport visé à l'article L. 22-10-71 du Code de commerce, approuve dans toutes leurs parties et sans réserve, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice net de 175 760 914,48 euros ainsi que toutes les opérations traduites par lesdits comptes ou résumées dans ces rapports.

First resolution (Approval of the company financial statements for fiscal year 2020)

Having reviewed the Directors' reports, including the Directors' Report, Report on Corporate Governance, New Performance Share Plan Report, and 2020 Performance Share Report, as well as the statutory auditors' report on the company financial statements and the report referred to in Article L. 22-10-71 of the French Commercial Code, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby approves, in full and without reservation, the company financial statements as presented for the year ended December 31, 2020, which show net income of EUR 175,760,914.48 as well as all the transactions reflected in these financial statements or summarized in these reports.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2020)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir constaté que le rapport sur la gestion du Groupe est inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve dans toutes leurs parties et sans réserve, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 302 759 milliers d'euros (dont 302 759 milliers d'euros attribuables aux propriétaires de la Société Mère) ainsi que toutes les opérations traduites par lesdits comptes ou résumées dans ces rapports.

Second resolution (Approval of the consolidated financial statements for fiscal year 2020)

Having noted that the Group Management Report has been included in the Directors' Report and having reviewed the statutory auditors' report on the consolidated financial statements, the Annual General

Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby approves, in full and without reservation, the consolidated financial statements as presented for the year ended December 31, 2020, which show consolidated net income of EUR 302,759 (including EUR 302,759 attributable to the owners of the Parent Company), as well as all the transactions reflected in these financial statements or summarized in these reports.

Troisième résolution (Affectation et répartition du bénéfice de la Société Mère)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, décide, sur la proposition du Conseil d'administration, d'affecter le bénéfice net de 175 760 914,48 euros :

augmenté du report à nouveau de : 2 952 034 012,72 euros

soit un total de : 3 127 794 927,20 euros

de la manière suivante :

- distribution au titre des dividendes : 102 689 046,90 euros
- solde au report à nouveau : 3 025 105 880,30 euros

Comme conséquence des affectations ci-dessus, il est distribué un dividende brut de 12,3 euros par action.

Ce dividende sera mis en paiement en numéraire le 20 mai 2021. Il sera versé directement aux titulaires d'actions « nominatives pures » et par l'entremise des intermédiaires habilités pour les titulaires d'actions « nominatives administrées » ou « au porteur ».

Le montant des dividendes qui, conformément aux dispositions du 4ème alinéa de l'article L. 225-210 du Code de commerce, ne peut être versé aux actions auto-détenues par la société, sera réaffecté au compte de report à nouveau.

Le dividende qui sera distribué aux actionnaires personnes physiques étant domiciliés fiscalement en France, n'ayant pas opté pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, sera imposé selon le prélèvement forfaitaire unique (dit PFU) de 30% (12,8% d'impôt forfaitaire sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux). Pour les actionnaires personnes physiques domiciliées en France ayant effectué une telle option, ce dividende est soumis aux prélèvements de 17.2% et à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu et ouvre droit à l'abattement plafonné à 40% prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Il est rappelé que les dividendes nets distribués au titre des trois exercices précédents ont été de :

Exercice	Dividende par action (1)	Montant total
	(en euros)	(en millions d'euros)
2017	15,3	127
2018	21,2	177
2019	0	0

(1) Dividendes éligibles au prélèvement forfaitaire unique ou à l'abattement de 40%.

Third resolution (Allocation and distribution of the net income of the Parent Company)

Upon recommendation of the Board of Directors, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby decides to allocate the net income of EUR 175,760,914.48

Plus retained earnings of:

EUR 2,952,034,012.72

i.e., a total of:

EUR 3,127,794,927.20

as follows:

- *Pay out as dividends:*

  EUR 102,689,046.90

- *Add to retained earnings:*

  EUR 3,025,105,880.30

As a result of these allocations, a gross dividend of EUR 12.30 per share will be paid in cash on May 20, 2021. It will be paid directly to holders of directly registered shares via an authorized intermediary for holders of administered registered or bearer shares.

The amount corresponding to the dividends that, in accordance with the provisions of paragraph 4 of Article L. 225-210 of the French Commercial Code, may not be paid to treasury shares, will be reallocated to retained earnings.

The dividend that will be distributed to individual shareholders who are tax-resident in France, who have not opted for taxation according to the progressive income tax scale, will be taxed according to the single flat-rate deduction (prélèvement forfaitaire unique) of 30% (12.8% flat-rate income tax and 17.2% social security contributions). For shareholders who are natural persons domiciled in France who have made such an option, this dividend is subject to withholdings of 17.2% and to income tax according to the progressive income tax scale and entitles the holder to the capped deduction. at 40% provided for by article 158-3-2 ° of the General Tax Code.

The following table summarizes the net dividend distributed and corresponding tax rebate for the past three fiscal years:

Year	Dividend per share (in EUR)	Total (in EUR millions)
2017	15,3	127
2018	21,2	177
2019	0	0

(1) Dividends eligible for the single flat-rate deduction or the 40% capped deduction

Quatrième résolution (Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2020 aux administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce qui y sont présentées, telles que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise au paragraphe 2.1, à l'exception des éléments précités concernant le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué, objets des résolutions n°5 et n°6.

Fourth resolution (Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2020 to the directors)

Having reviewed the Board of Directors Report on Corporate Governance referred to in Article L. 225-37 of the French Commercial Code, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-34 I of the French Commercial Code, hereby approves the information listed in Article L. 22-10-9 I of the French Commercial Code as it is presented in paragraph 2.1 of the Report on Corporate Governance, with the exception of the aforementioned items regarding the Chairman and Chief Executive Officer and the Chief Operating Officer, which are the subject of the fifth and sixth resolutions.

Cinquième résolution (Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2020 à M. Éric Trappier, Président-Directeur Général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, approuve, en application des articles L. 22-10-9 I et L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à M. Éric Trappier en raison de son mandat de Président-Directeur Général, tels que figurant, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport de gestion au paragraphe 2.1.

Fifth resolution (Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2020 to Éric Trappier, Chairman and Chief Executive Officer)

The Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings and pursuant to Articles L. 22-10-9 I and L. 22-10-34 II of the French Commercial Code, hereby approves the fixed, variable, and exceptional components of the total compensation and the benefits of any kind paid or attributed to Éric Trappier in his capacity as Chairman and Chief Executive Officer during the year ended December 31, 2020 as shown in paragraph 2.1 of the Report on Corporate Governance included in the Directors' Report in accordance with Article L. 22-10-9 I of the French Commercial Code.

Sixième résolution (Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au cours de l'exercice 2020 à M. Loïk Segalen, Directeur Général Délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, approuve, en application des articles L. 22-10-9 I et L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à M. Loïk Segalen en raison de son mandat de Directeur Général Délégué, tels que figurant, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport de gestion au paragraphe 2.1.

Sixth resolution (Approval of the elements of compensation due or attributed for fiscal year 2020 to Mr. Loïk Segalen, Chief Operating Officer)

The Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings and pursuant to Articles L. 22-10-9 I and L. 22-10-34 II of the French Commercial Code, hereby approves the fixed, variable, and exceptional components of the total compensation and the benefits of any kind paid or attributed to Loïk Segalen in his capacity as Chief Operating Officer during the

year ended December 31, 2020 as shown in paragraph 2.1 of the Report on Corporate Governance included in the Directors' Report in accordance with Article L. 22-10-9 I of the French Commercial Code.

Septième résolution (Approbation de la politique de rémunération 2021 des administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 II dudit Code, la politique de rémunération des administrateurs de la Société au titre de l'exercice 2021, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport de gestion au paragraphe 2.2.

Seventh resolution (Approval of the 2021 compensation policy for directors)

Having reviewed the Board of Directors Report on Corporate Governance provided in Article L. 225-37 of the French Commercial Code describing the components of the compensation policy for corporate officers, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-8 II of the French Commercial Code, hereby approves the compensation policy for corporate officers of the Company for the 2021 fiscal year as presented in paragraph 2.2 of the Report on Corporate Governance included in the Directors' Report.

Huitième résolution (Approbation de la politique de rémunération 2021 du Président-Directeur Général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 II dudit Code, la politique de rémunération du Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2021, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport de gestion au paragraphe 2.2.

Eight resolution (Approval of the 2021 compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer)

Having reviewed the Board of Directors Report on Corporate Governance provided in Article L. 225-37 of the French Commercial Code describing the components of the compensation policy for corporate officers, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-8 II of the French Commercial Code, hereby approves the compensation policy for the Chairman and Chief Executive Officer for the 2021 fiscal year as presented in paragraph 2.2 of the Report on Corporate Governance included in the Directors' Report.

Neuvième résolution (Approbation de la politique de rémunération 2021 du Directeur Général Délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 II dudit Code, la politique de rémunération du Directeur Général Délégué au titre de l'exercice 2021, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise inclus dans le rapport de gestion au paragraphe 2.2.

Ninth resolution (Approval of the 2021 compensation policy for the Chief Operating Officer)

Having reviewed the Board of Directors Report on Corporate Governance provided in Article L. 225-37 of the French Commercial Code describing the components of the compensation policy for corporate officers, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-8 II of the French Commercial Code, hereby approves the compensation policy for the Chief Operating Officer for the 2021 fiscal year as presented in paragraph 2.2 of the Report on Corporate Governance included in the Directors' Report.

Dixième résolution (Ratification de la convention règlementée portant sur la police d'assurance Responsabilité Civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux (RCMS)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, ratifie la convention réglementée portant sur la prorogation de la police d'assurance Responsabilité Civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux (RCMS), autorisée par le Conseil d'administration du 23 juillet 2020 dans les conditions de ladite autorisation.

Tenth resolution (Approval of the regulated agreement regarding the civil liability insurance policy for directors and corporate officers)

Having reviewed the Directors' Report and the statutory auditors' special report on regulated agreements and undertakings referred to in Articles L. 225-38 et seq. of the French Commercial Code, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby approves the regulated agreement regarding the renewal of the civil liability insurance policy for directors and corporate officers authorized by the Board of Directors on July 23, 2020 under the terms and conditions of said authorization.

Onzième résolution (Ratification de la convention réglementée relative à l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de terrains et bâtiments des établissements d'Argonay, Mérignac, Martignas et Saint-Cloud)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, ratifie la convention réglementée relative à l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de terrains et bâtiments des établissements d'Argonay, Mérignac, Martignas et Saint-Cloud, autorisée par le Conseil d'administration du 26 février 2020 dans les conditions de ladite autorisation.

Eleventh resolution (Approval of the regulated agreement regarding the purchase by Dassault Aviation of land and buildings in Argonay, Mérignac, Martignas, and Saint-Cloud from GIMD)

Having reviewed the Directors' Report and the statutory auditors' special report on regulated agreements and undertakings referred to in Articles L. 225-38 et seq. of the French Commercial Code, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby approves the regulated agreement regarding the purchase by Dassault Aviation of land and buildings in Argonay, Mérignac, Martignas, and Saint-Cloud from GIMD, authorized by the Board of Directors on February 26, 2020 under the terms and conditions of said authorization.

Douzième résolution (Ratification de la convention réglementée portant sur une modification du bail commercial concernant les établissements de Mérignac et Martignas)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, ratifie la convention réglementée portant sur une modification du bail commercial concernant les établissements de Mérignac et Martignas afin de refléter l'acquisition par Dassault Aviation auprès de GIMD de la parcelle B 1701 à Martignas, en diminuant le loyer correspondant, tel qu'autorisée par le Conseil d'administration du 26 février 2020 dans les conditions de ladite autorisation.

Twelfth resolution (Approval of the regulated agreement regarding an amendment to the commercial lease agreement for the facilities in Mérignac and Martignas)

Having reviewed the Directors' Report and the statutory auditors' special report on regulated agreements and undertakings referred to in Articles L. 225-38 et seq. of the French Commercial Code, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby approves the regulated agreement regarding an amendment to the commercial lease agreement for the facilities in Mérignac and Martignas that reduces the corresponding rent payment to reflect the purchase by Dassault Aviation of plot B 1701 in Martignas from GIMD as authorized by the Board of Directors on February 26, 2020 under the terms and conditions of said authorization.

Treizième résolution (Ratification de la convention réglementée portant sur la prolongation tacite du bail actuel consenti à Dassault Aviation par GIMD concernant le site d'Argenteuil)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, ratifie la convention réglementée portant sur la prolongation tacite du bail actuel consenti à Dassault Aviation par GIMD, autorisée par le Conseil d'administration du 26 février 2020 dans les conditions de ladite autorisation.

Thirteenth resolution (Approval of the regulated agreement regarding the automatic extension of the current lease agreement between Dassault Aviation and GIMD for the facilities in Argenteuil)

Having reviewed the Directors' Report and the statutory auditors' special report on regulated agreements and undertakings referred to in Articles L. 225-38 et seq. of the French Commercial Code, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby approves the regulated agreement regarding the automatic extension of the current lease

agreement between Dassault Aviation and GIMD, authorized by the Board of Directors on February 26, 2020 under the terms and conditions of said authorization.

Quatorzième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration pour permettre à la Société d'opérer sur ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat d'actions)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du descriptif du programme de rachat d'actions, autorise le Conseil d'administration à acheter ou faire acheter un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du capital social de Dassault Aviation (la limite de 10% s'appliquant à un montant de capital de la société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations sur son capital) selon les modalités prévues par les articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et par le Règlement européen n°596/2014 du 16 avril 2014.

Cette autorisation pourra être utilisée par le Conseil d'administration pour les objectifs ci-après :

1) annuler des actions afin d'accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action, sous réserve de l'adoption de la quinzième résolution,

2) assurer l'animation du marché ou la liquidité de l'action de Dassault Aviation par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité sur actions satisfaisant aux critères d'acceptabilité définis par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans sa décision n° 2018-01 du 2 juillet 2018, instaurant les contrats de liquidité sur actions en tant que pratique de marché admise et conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF,

3) céder ou attribuer des actions aux salariés et dirigeants de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment en cas d'exercice d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions existantes, ou par cession et/ou abondement dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié réalisée à partir d'actions existantes,

4) conserver des actions en vue d'une utilisation ultérieure, pour les remettre en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe, dans la limite de 5% du capital social,

5) remettre des actions lors de l'exercice des droits attachés à des titres de créances échangeables en des actions de Dassault Aviation,

6) mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'AMF.

Les opérations d'acquisition, de cession ou de transfert ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la Loi et la réglementation en vigueur, y compris dans le cadre de transactions négociées.

Dassault Aviation pourra, dans la limite de 10% de son capital, acheter ses propres actions pour un prix unitaire plafond de 1 400 euros hors frais d'acquisition, sous réserve des ajustements liés aux opérations sur son capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions et/ou division de la valeur nominale des actions ou regroupement d'actions, étant entendu que la société ne pourra pas acheter des actions à un prix supérieur à la plus élevée des deux valeurs suivantes : le dernier cours coté résultant de l'exécution d'une transaction à

laquelle la société n'aura pas été partie prenante, ou l'offre d'achat indépendante en cours la plus élevée sur la plate-forme de négociation où l'achat aura été effectué.

Le montant maximal des fonds destinés au rachat des actions de la société ne pourra dépasser 1 168 818 000 euros, cette condition étant cumulative avec celle du plafond de 10% du capital social de la société.

La présente autorisation est valable pour une période de 18 mois à compter de la date de la présente Assemblée générale. Elle entrera en vigueur à compter du prochain Conseil d'administration qui décidera de mettre œuvre ce nouveau programme de rachat.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les cas où la loi l'autorise, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation, passer tous ordres de bourse ou hors bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, fixer les modalités d'intervention de la société sur le marché ou hors marché, ainsi que les conditions d'acquisition et de cession des actions, effectuer toutes déclarations notamment auprès de l'AMF, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de droits d'attribution d'actions de performance en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, accomplir toutes formalités et, généralement, faire le nécessaire pour réaliser ces opérations.

L'Assemblée générale confère également tous pouvoirs au Conseil d'administration, si la loi ou l'AMF venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles concernant les objectifs du programme.

Conformément aux dispositions des articles L. 225-211 et R. 225-160 du Code de commerce, la société ou la personne chargée du service des titres tiendra les registres d'achat et de vente des actions acquises et vendues dans le cadre de ce programme.

La présente autorisation mettra fin, à compter du jour du prochain Conseil d'administration de Dassault Aviation qui décidera l'entrée en vigueur de ce nouveau programme de rachat d'actions, au programme de rachat d'actions précédemment autorisé par l'Assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire des actionnaires du 12 mai 2020 pour la partie non utilisée de ce programme.

Fourteenth resolution (Authorization to be given to the Board of Directors to allow the Company to purchase its own shares under a share buyback program)

Having reviewed the Board of Directors report and a description of the share buyback program, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby authorizes the Board of Directors to buy or have bought a number of shares representing up to 10% of the share capital of Dassault Aviation (the 10% limit applies to an amount of the Company's capital that will be adjusted, if applicable, to account for capital transactions) as provided by Articles L. 22-10-62 et seq. of the French Commercial Code and Regulation (EU) No. 596/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014.

The Board of Directors may use this authorization for the following objectives:

7) *Canceling shares in order to increase the return on equity and earnings per share, subject to the adoption of the sixteenth resolution,*

8) *Stimulating market activity or increasing the liquidity of Dassault Aviation shares through an investment service provider using a liquidity contract on shares that meets the acceptability requirements defined by the AMF (Autorité des Marchés Financiers — French Financial Markets Authority) in its ruling no. 2018-01 of July 2, 2018, which establishes liquidity contracts on shares as an accepted market practice that is compliant with the ethics charter recognized by the AMF,*

9) *Transferring or allocating shares to employees and corporate officers of the Company and/or associated companies according to the terms and conditions set out in law, especially the exercising of stock options, allocating existing shares, or transferring and/or subscribing for existing shares as part of an employee stock ownership scheme,*

10) *Retaining shares equal to up to 5% of the share capital for subsequent use, to provide them as payment or in exchange, including as part of any external growth transactions,*

11) *Remitting shares upon exercise of rights attached to debt securities that can be converted into Dassault Aviation shares,*

12) *Implementing any market practice that may be recognized by law or by the AMF.*

The acquisition, disposal, and transfer transactions described above may be carried out by any means permitted by current legislation and regulations, including as part of negotiated transactions.

Dassault Aviation may buy an amount of its own shares equal to up to 10% of its share capital for a maximum price of EUR 1,400 per share (excluding acquisition costs), subject to any adjustments related to capital transactions, especially through the capitalization of reserves, the allocation of free shares, and/or by dividing the nominal value of shares or consolidating shares, it being understood that the Company may not buy shares at a price greater than the higher of the following amounts: the last closing price after a transaction in which the Company did not take part or the highest ongoing independent bid on the trading platform where the purchase would take place.

The maximum amount that may be used to buy back the Company's shares is EUR 1,168,818,000. This condition is in addition to the condition for the cap of 10% of the Company's share capital.

This authorization is valid for a period of 18 months from the date of this Annual General Meeting. It will take effect at the next Board of Directors meeting, where it will be decided whether to implement this new share buyback program.

The Annual General Meeting confers full powers to the Board of Directors, with an option to subdelegate where authorized by law, to decide whether to implement this authorization; place any stock market or off-market orders; enter into any agreements; draw up any documents (including information documents); set the terms and conditions for the Company's market or off-market dealings as well as the terms and conditions for the acquisition and disposal of shares; make declarations, including to the AMF; set the terms and conditions for preserving the rights of holders of securities entitling them to the Company's share capital, options to subscribe for or purchase shares, or rights to performance share grants, if applicable, in accordance with the legal, regulatory, and contractual obligations; and carry out any formalities and, in general, do what is necessary to complete these transactions.

The Annual General Meeting also confers full powers to the Board of Directors, if the law or the AMF were to broaden or add to the authorized objectives for the share buyback program, to bring to public attention, in accordance with the applicable legislation and regulations, any amendments to the program's objectives.

Pursuant to Articles L. 225-211 and R. 225-160 of the French Commercial Code, the Company or the entity responsible for securities services will maintain purchase and sale registers for shares bought and sold under this program.

This authorization will terminate the unused portion of the share buyback program previously authorized by the Annual Ordinary and Extraordinary General Meeting held on May 12, 2020 as of the date of the next

Dassault Aviation Board of Directors meeting that will decide on the implementation of this new share buyback program.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

RESOLUTIONS FOR SUBMISSION TO THE ANNUAL EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

Quinzième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration de réduire le capital social de la société par annulation d'actions achetées ou à acheter dans le cadre d'un programme de rachat d'actions)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration et le rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à :

- réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions acquises par la société dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions, et ce dans la limite de 10% du capital par période de 24 mois,

- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

L'Assemblée donne, plus généralement, à cet effet, tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer les conditions et modalités de cette ou de ces réductions de capital consécutives aux opérations d'annulation autorisée par la présente résolution, constater la réalisation de cette ou de ces réductions et procéder, avec faculté de subdélégation, à la modification des statuts de la société en conséquence, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF ou de tout organisme, accomplir toutes formalités et plus généralement faire ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non encore utilisée, l'autorisation de même nature consentie par l'Assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire des actionnaires du 12 mai 2020. Cette nouvelle autorisation est donnée pour une période expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Fifteenth resolution (Authorization to be given to the Board of Directors to reduce the Company's share capital by canceling shares purchased or to be purchased under a share buyback program)

Having reviewed the Board of Directors report and the statutory auditors' special report, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for extraordinary general meetings and pursuant to Article L. 22-10-62 of the French Commercial Code, hereby authorizes the Board of Directors to:

- *reduce the share capital by canceling, in one or more stages, some or all of the shares the acquired by the Company under its share buyback program, up to a limit of 10% of the share capital per 24-month period,*

- *allocate the difference between the buyback value of the canceled shares and their nominal value to additional paid-in capital and available reserves.*

The Annual General Meeting grants full powers more generally for this purpose to the Board of Directors to determine the terms and conditions of this or these share capital reduction(s) following the cancellation transactions authorized under this resolution, record the completion of this or these reduction(s) and amend (with an option to subdelegate) the Company's bylaws accordingly, make all declarations to the AMF or other organization, and carry out any formalities and, in general, do whatever else may be necessary.

As of the date of this authorization, it renders ineffective the unused portion of the similar authorization granted by the Annual Ordinary and Extraordinary General Meeting on May 12, 2020. This new authorization is granted for a period that expires at the end of the Annual Ordinary and Extraordinary General Meeting called to approve the financial statements for the year ended December 31, 2021.

Seizième résolution (Division par dix de la valeur nominale des actions de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1) décide de diviser la valeur nominale de chacune des actions de la Société par dix afin de ramener la valeur nominale de chaque action de huit euros à quatre-vingt centimes d'euro, le montant du capital social demeurant inchangé ;

2) décide que chaque action d'une valeur nominale de huit euros composant le capital social de la Société à la date d'effet de la division de la valeur nominale, fixée au plus tard le 31 décembre 2021, sera de plein droit et sans formalité remplacée par dix actions nouvelles de quatre-vingt centimes d'euro de valeur nominale chacune ;

3) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de :

- réaliser la division de la valeur nominale des actions,

- déterminer le nombre exact d'actions nouvelles de la Société à émettre en fonction du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date d'effet de la division de la valeur nominale et réaliser l'échange des actions nouvelles contre ces actions,

- procéder à tous ajustements rendus nécessaires par cette division de la valeur nominale, et notamment (i) les ajustements du nombre des actions susceptibles d'être obtenues par les bénéficiaires d'options de souscription attribuées préalablement à la division de la valeur nominale, ainsi que le prix d'exercice de ces options, (ii) l'ajustement du nombre d'actions attribuées gratuitement préalablement à la division de la valeur nominale (qu'il s'agisse d'actions gratuites ou d'actions gratuites de performance) et (iii) les ajustements automatiques rendus nécessaires dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société,

- modifier en conséquence l'article 6 des statuts de la Société s'agissant du nombre total d'actions composant le capital social, comme suit :

  « Le capital social est de 66 789 624 euros (soixante-six millions sept cent quatre-vingt-neuf mille six cent vingt-quatre euros) ; il est divisé en 83 487 030 actions de 80 centimes d'euros chacune, entièrement libérées. »

- accomplir tous actes, formalités, déclarations en conséquence de cette décision, et plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la mise en œuvre de la présente résolution.

Sixteenth resolution (Dividing the nominal value of the Company's shares by ten)

Having reviewed the Board of Directors report, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for extraordinary general meetings:

1) decides to divide the nominal value of each of the Company's shares by ten, reducing the nominal value of each share from EUR 8 to EUR 0.80, with the amount of share capital remaining unchanged;

2) decides that every share with a nominal value of EUR 8 making up the Company's share capital as of the effective date of the stock split, set in the second half of 2021, will be replaced with immediate effect and without further formality by ten new shares, each with a nominal value of EUR 0.80;

3) delegates full powers to the Board of Directors (with the option to subdelegate as provided by law) to:

- *carry out the stock split,*
- *determine the exact number of new Company shares to be issued according to the number of shares making up the Company's share capital as of the effective date of the stock split and to exchange these shares for new shares,*
- *make all adjustments required as a result of this stock split, including: (i) adjustments to the number of shares that may be obtained by the beneficiaries of share subscription options granted before the stock split, as well as the exercise price of these options; (ii) adjustments to the number of free shares allocated before the stock split (be they free shares or free performance shares); and (iii) automatic adjustments required under the Company's share buyback program,*
- *amend Article 6 of the Company's bylaws regarding the total number of shares that make up the share capital accordingly to read:*

  "The share capital is EUR 66,789,624 (sixty-six million seven hundred eighty-nine thousand six hundred twenty-four euro) divided into 83,487,030 fully paid shares of a nominal value of EUR 0.80 each."
- *take all steps, carry out all formalities, and make all declarations required as a result of this decision and, in general, do whatever is appropriate and necessary to implement this resolution.*

Dix-septième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'attribuer des actions de la Société au profit des dirigeants mandataires sociaux et de certains salariés de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1) autorise le Conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes de la Société, au profit de membres du personnel de la Société ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et au profit des mandataires sociaux éligibles de la Société ;

2) décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;

3) décide que les attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 27 800 actions représentant 0,33% du capital de la Société au jour de la présente Assemblée, étant précisé que ce montant ne tient pas compte des éventuels ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables ;

4) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive soit i) au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale d'un an, les bénéficiaires devant alors conserver lesdites actions pendant une durée minimale d'un an à compter de leur attribution définitive, soit ii) au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans, et dans ce cas sans période de conservation minimale. Il est entendu que le Conseil d'administration aura la faculté de choisir entre ces deux possibilités et de les utiliser alternativement ou concurremment, et pourra, dans le premier cas, allonger la période d'acquisition et/ou de conservation, et dans le second cas, allonger la période d'acquisition et/ou fixer une période de conservation. ;

   Il est toutefois précisé que l'attribution sera définitive par anticipation en cas d'invalidité d'un bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

5) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et règlementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur ; fixer les dates et modalités d'attribution des actions, notamment la période à l'issue de laquelle ces attributions seront définitives ainsi que, le cas échéant, la durée de conservation requise pour chaque bénéficiaire, prendre toutes mesures, le cas échéant, s'il le décide, pour protéger les droits des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions en procédant à d'éventuels ajustements, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, et plus généralement, accomplir toutes formalités utiles et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur ;

6) décide que la présente autorisation est valable pour une durée de 38 mois à compter de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration informera chaque année, dans les conditions légales, l'Assemblée générale ordinaire des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour, pour la partie non encore utilisée, l'autorisation de même nature consentie par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 24 mai 2018.

Seventeenth resolution (Authorization to be granted to the Board of Directors to allocate free Company shares to corporate officers and certain Company employees)

Having reviewed the Board of Directors report and the statutory auditors' special report, the Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for extraordinary general meetings:

1) authorizes the Board of Directors, pursuant to Articles L. 225-197-1 et seq., L. 22-10-59 and L. 22-10-60 of the French Commercial Code, to allocate, in one or more stages, existing free Company shares

to Company employees or certain employee categories that it may determine and to eligible corporate officers of the Company;

2) *decides that the Board of Directors will determine the beneficiaries of such allocations and the conditions and, as required, the criteria for allocating the shares;*

3) *decides that the free shares allocated under this authorization may not entitle beneficiaries to more than 27,800 shares representing 0.33% of the Company's share capital as of the date of this Annual General Meeting, it being specified that this amount does not account for any adjustments that may be made in accordance with the applicable legislation and regulations;*

4) *decides that the allocation of shares to beneficiaries will become final either i) after a vesting period of at least one year, with beneficiaries required to hold said shares for at least one year after the allocation has become final; or ii) after a vesting period of at least two years with no minimum holding period. The Board of Directors may choose between these two options and use them alternatively or concurrently and may extend the vesting and/or holding period in the former case and extend the vesting period and/or set a holding period in the latter case.*

   The allocation will become final early in the event that the beneficiary has a disability corresponding to the second or third categories provided in Article L. 341-4 of the French Social Security Code;

5) *delegates full powers to the Board of Directors, with an option to subdelegate as provided by legislation and regulations, to implement this authorization under the terms and conditions above and within the limits provided by law; set the dates and terms for allocating shares, including the period after which these allocations become final and the holding period required for each beneficiary, if applicable; take steps, if applicable and if it so decides, to protect the rights of the beneficiaries of free share allocations by via any adjustments; record the completion of capital increases; amend the bylaws accordingly; and, in general, carry out all appropriate formalities and do whatever is appropriate and required by the applicable laws and regulations;*

6) *decides that this authorization is valid for a period of 38 months from the date of this Annual General Meeting.*

The Board of Directors will notify the Annual Ordinary General Meeting of all transactions carried out under this authorization, as provided by law.

As of the date of this authorization, it renders ineffective the unused portion of the similar authorization granted by the Annual Combined General Meeting on May 24, 2018.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

RESOLUTIONS FOR SUBMISSION TO THE ANNUAL ORDINARY GENERAL MEETING

Dix-huitième résolution (Ratification de la nomination d'un administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, ratifie la cooptation de M. Thierry Dassault en qualité d'Administrateur, effectuée lors du Conseil d'administration du 12 avril 2021, en remplacement de M. Olivier Dassault, suite au décès de ce dernier, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer en 2023 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Eighteenth resolution (Approval of the appointment of a new Director)

The Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, ratifies the appointment of Mr. Thierry Dassault as Director, carried out during the Board

of Directors meeting of April 12, 2021, replacing Mr. Olivier Dassault, following his death, for the remainder of his predecessor's term of office, ie until the shareholder's meeting to be called in 2023 to approve the accounts for the year ended December 31, 2022.

Dix-neuvième résolution (Ratification de la nomination d'un administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, ratifie la cooptation de Mme Besma Boumaza en qualité d'Administrateur, effectuée lors du Conseil d'administration du 12 avril 2021, en remplacement de Mme Catherine Dassault, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Nineteenth resolution (Approval of the appointment of a new Director)

The Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, ratifies the appointment of Ms. Besma Boumaza as Director, carried out during the Board of Directors meeting of April 12, 2021, replacing Ms. Catherine Dassault, who resigned. , for the remainder of his predecessor's term of office, i.e. until the shareholder's meeting to be called in 2024 to approve the accounts for the fiscal year ended December 31, 2023.

Vingtième résolution (Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées ordinaires, donne tous pouvoirs aux porteurs d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal constatant ses délibérations afin d'accomplir toutes formalités légales de dépôt ou de publicité.

Twentieth resolution (Powers to carry out formalities)

The Annual General Meeting, acting in accordance with the rules as to quorum and majority for ordinary general meetings, hereby grants full powers to the bearer of a copy or excerpt of the minutes of its discussions to carry out all legal formalities related to filing and public notice.

4. Comment participer à l'Assemblée Générale ?

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

1. Modalités de participation à l'Assemblée générale

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Comme indiqué ci-dessus, l'Assemblée générale de Dassault Aviation se tiendra exceptionnellement à huis clos, hors la présence physique des actionnaires et des autres personnes ayant le droit d'y assister.

Aucune carte d'admission ne sera délivrée. Les actionnaires sont donc invités dans les conditions décrites ci-après et préalablement à l'Assemblée générale à exercer leur droit de vote uniquement à distance (par voie postale ou électronique) ou à donner pouvoir au Président de l'Assemblée générale ou à toute autre personne physique ou morale de son choix.

1.1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée générale

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires devront justifier de la propriété de leurs actions, à la record date, soit le 7 mai 2021 à zéro heure, heure de Paris (ci-après **J-2**), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire, Société Générale, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

Pour les actionnaires au nominatif, cette inscription en compte à J-2 dans les comptes de titres nominatifs est suffisante pour leur permettre de participer à l'Assemblée.

Pour les actionnaires au porteur, cette inscription en compte des actions doit être constatée par une attestation de participation **délivrée par le teneur de compte**, qui apportera ainsi la preuve de la qualité d'actionnaire du titulaire des titres. L'attestation de participation est établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire non-résident représenté par l'intermédiaire inscrit. Le **teneur de compte** doit joindre l'attestation de participation au formulaire de vote par correspondance ou par procuration et l'adresser à la Société Générale.

L'actionnaire pourra à tout moment céder tout ou partie de ses actions, toutefois si le dénouement de la vente (transfert de propriété) intervient :

- **avant J-2 0h00 heure de Paris**, le vote exprimé par correspondance, la procuration éventuellement accompagné s d'une attestation de participation, seront invalidés ou modifiés en conséquence, selon le cas.

- **après J-2 0h00 heure de Paris**, quel que soit le moyen utilisé, il ne sera ni notifié par l'intermédiaire habilité, ni pris en considération par la société.

1.2. Modes de participation à l'Assemblée

L'Assemblée se tenant exceptionnellement à huis clos, l'actionnaire a le droit de participer à l'Assemblée générale :

— soit en se faisant représenter par le Président de l'Assemblée générale,
— soit en se faisant représenter par toute personne physique ou morale de son choix,
— soit en votant par correspondance,
— soit en votant par internet, via le site sécurisé VOTACCESS.

L'actionnaire au nominatif a la possibilité de modifier son mode de participation, en adressant sa nouvelle instruction de mode de participation en utilisant le formulaire unique dûment complété et signé, à Société Générale, par message électronique à l'adresse suivante : ag2021.fr@socgen.com (toute autre instruction qui parviendrait sur cette adresse ne sera pas prise en compte).
Le formulaire devra comporter : l'identifiant de l'actionnaire, les nom, prénom et adresse, la mention « Nouvelle instruction – annule et remplace », ainsi que la date et la signature. L'actionnaire devra joindre une copie de sa carte d'identité et le cas échéant un pouvoir de représentation, s'il s'agit d'une personne morale.
Pour être pris en compte, le message électronique doit parvenir à Société Générale dans les délais légaux.

L'actionnaire au porteur devra s'adresser à son teneur de compte, qui se chargera de transmettre la nouvelle instruction à la Société Générale, accompagnée d'une attestation de participation justifiant de sa qualité d'actionnaire.

Les formulaires de vote par correspondance ne seront pris en compte qu'à la condition de parvenir à la Société Générale dans les délais légaux.

Un actionnaire ne peut voter pour une partie de ses actions et, simultanément, désigner un mandataire pour voter au titre du solde de ses actions ; un actionnaire qui participe à l'assemblée ne peut utiliser d'autre technique de vote que de voter lui-même pour l'intégralité de ses titres.

Tout actionnaire peut participer à l'Assemblée à distance i) en donnant pouvoir, ii) en votant par correspondance, ou iii) en votant par Internet.

1.2.1. Désignation – Révocation d'un mandataire

L'actionnaire ayant choisi de se faire représenter par, le Président de l'Assemblée générale ou toute autre personne physique ou morale peut notifier cette désignation ou la révoquer.

L'actionnaire peut révoquer son mandataire, étant précisé que la révocation devra être effectuée par écrit et selon les modalités précisées ci-dessus. Pour désigner un nouveau mandataire après révocation, l'actionnaire devra demander à Société Générale (s'il est actionnaire au nominatif) ou à son intermédiaire habilité (s'il est actionnaire au porteur) de lui envoyer un nouveau formulaire de vote par procuration, qu'il devra retourner, en y portant la mention « Changement de mandataire » à Société Générale – Service Assemblées, 32, rue du Champ-de-Tir, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 03, jusqu'au quatrième jour précédant l'assemblée, soit le 7 mai 2021.

La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

— **pour les actionnaires au nominatif pur ou administré** : en se connectant sur le site Internet www.sharinbox.societegenerale.com avec ses identifiants habituels indiqués sur le relevé de portefeuille et en allant sur la page « Mes Opérations – Assemblée générale DASSAULT AVIATION» puis en cliquant sur le bouton «Désigner ou révoquer un mandat », sur le site du vote Votaccess.
Si un actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou mot de passe, il peut suivre les indications données à l'écran pour les obtenir,

— **pour les actionnaires au porteur** : soit en se connectant sur le portail internet de leur teneur de compte titres pour accéder au site Votaccess si l'intermédiaire y est connecté, soit par courriel, en envoyant un email à leur intermédiaire financier. Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire. L'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire habilité d'envoyer une confirmation écrite à Société Générale – Service Assemblées, 32, rue du Champ-de-Tir, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 03. Afin que les conclusions ou révocations de mandats notifiés par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées quatre jours au moins avant la date de l'assemblée, soit, le 7 mai 2021 au plus tard.

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa désignation.

Il est rappelé que tout actionnaire souhaitant se faire représenter doit transmettre ses instructions à l'émetteur ou son mandataire, le centralisateur Société Générale, à l'aide du formulaire universel en indiquant précisément ses coordonnées complètes ainsi que celles de son mandataire (nom, prénom et adresse).
Le cas échéant, le mandataire de l'actionnaire adresse son instruction de vote pour l'exercice de ses mandats sous la forme d'une copie numérisée du formulaire unique à la Société Générale, par message électronique à l'adresse suivante :
assemblees.generales@sgss.socgen.com.

Le formulaire doit comporter les nom, prénom et adresse du mandataire de l'actionnaire, la mention « En qualité de mandataire », et doit être daté et signé. Les sens de vote sont renseignés dans le cadre « Je vote par correspondance » du formulaire. Il joint une copie de sa carte d'identité

et, le cas échéant, un pouvoir de représentation de la personne morale qu'il représente.

Pour être pris en compte, le message électronique doit parvenir à Société Générale au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'Assemblée, soit le 7 mai 2021 au plus tard.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émettra un vote selon les recommandations du Conseil d'administration.

1.2.2. Vote par correspondance

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée, pourront :

– pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, sauf s'il a demandé à être convoqué par voie électronique, à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation.

– pour l'actionnaire au porteur : demander ce formulaire par lettre au teneur du compte. Cette demande devra être parvenue au plus tard six (6) jours avant la date de réunion de cette Assemblée, soit le 5 mai 2021.

Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être renvoyé au teneur du compte, qui se chargera de le transmettre à la Société Générale accompagné d'une attestation de participation justifiant de sa qualité d'actionnaire à **J-3**.

Les actionnaires renverront leurs formulaires de telle façon que la Société Générale puisse les recevoir au plus tard le 7 mai 2021 (3 jours avant la tenue de l'Assemblée).

1.2.3. Vote par internet via le site sécurisé Votaccess

Le vote par internet sur le site VOTACCESS sera ouvert du 23 avril 2021 à 10 heures au 10 mai 2021 à 15 heures (heure de Paris).
Afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plate-forme VOTACCESS, il est vivement recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée générale pour saisir leurs instructions.

L'actionnaire au nominatif se connectera au site www.sharinbox.societegenerale.com en utilisant son code d'accès Sharinbox. Le mot de passe de connexion au site lui a été adressé par courrier lors de son entrée en relation avec Société Générale Securities Services. Il peut être ré-envoyé en cliquant sur « Obtenir vos codes » sur la page d'accueil du site.

L'actionnaire devra ensuite suivre les instructions dans son espace personnel en cliquant sur le nom de l'Assemblée dans la rubrique « Opérations en cours » de la page d'accueil puis sur « Voter » pour accéder au site de vote.

Seuls les titulaires d'actions au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au système VOTACCESS et leur propose ce service pour cette Assemblée pourront y avoir accès.
Le teneur de compte titres de l'actionnaire au porteur, qui n'adhère pas à VOTACCESS ou soumet l'accès du site à des conditions d'utilisation, indiquera à l'actionnaire comment procéder.

L'actionnaire au porteur se connectera, avec ses codes d'accès habituels, sur le portail internet de son teneur de compte titres pour accéder au site VOTACCESS et suivra la procédure indiquée à l'écran.

2. Questions écrites

Conformément aux dispositions du décret n°2020-418 du 10 avril 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1614 du 18 décembre 2020, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, à compter de la présente publication et avant la fin du deuxième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le 7 mai 2021, adresser ses questions au 78, quai Marcel Dassault à Saint-Cloud (92210) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président du Conseil d'administration, ou par voie électronique à l'adresse suivante : www.dassault-aviation.com dans la rubrique Finance – Contact investisseurs ou à l'adresse suivante : investor-relations@dassault-aviation.com.

Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Compte tenu de la situation exceptionnelle liée à la covid-19, les actionnaires sont encouragés à privilégier la transmission des demandes de communication par voie électronique.

Le Président-Directeur Général répondra à l'ensemble des questions écrites, transmises dans les délais légaux, au cours de l'Assemblée et les questions-réponses seront ensuite publiées sur le site internet de la Société à l'adresse : www.dassault-aviation.com, dès que possible à l'issue de l'Assemblée générale.

3. Droit de communication des actionnaires

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'Assemblée sont mis à disposition au siège social de la Société, à compter de la publication du présent avis de convocation.

Les documents et informations mentionnés à l'article R. 22-10-23 du code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée sont mis à la disposition sur le site Internet de la société : www.dassault-aviation.com.

Le Président-Directeur Général

How to take part in the General Meeting?

The Meeting is made up of all shareholders, regardless of the number of shares they own.

1. Terms of participation in the General Assembly

The Meeting is made up of all shareholders, regardless of the number of shares they own.

As indicated above, the General Meeting of Dassault Aviation will exceptionally be held behind closed doors, without the physical presence of shareholders and other persons entitled to attend.

No admission card will be issued. Shareholders are therefore invited under the conditions described below and prior to the General Meeting to exercise their voting rights only by remote means (by post or electronically) or to give proxy to the Chairman of the General Meeting or to any other natural or legal person of their choice.

1.1 Preliminary formalities to be carried out to participate in the General Assembly

In accordance with article R. 22-10-28 of the French Commercial Code, shareholders must prove ownership of their shares at the record date, i.e. May 7, 2021 at midnight, Paris time (hereinafter D -2), either in the registered securities accounts kept for the company by its agent, Société Générale, or in the bearer securities accounts kept by an authorized intermediary.

For registered shareholders, the book entry into an account on D-2 in the registered securities accounts is sufficient to enable them to participate in the Meeting.

For bearer shareholders, this registration of shares in an account must be confirmed by a certificate of participation issued by the account holder, who will thus provide proof of the shareholder's capacity of the holder of the shares. The certificate of participation is drawn up in the name of the shareholder or on behalf of the non-resident shareholder represented by the registered intermediary. The account keeper must attach the certificate of participation to the postal or proxy voting form and send it to Société Générale.

The shareholder may at any time sell all or part of his shares, however if the outcome of the sale (transfer of ownership) occurs:

- before D-2 midnight Paris time, the vote cast by correspondence, the proxy possibly accompanied by a certificate of participation, will be invalidated or amended accordingly, as the case may be.

- after D-2 00:00 Paris time, regardless of the means used, it will not be notified by the authorized intermediary, nor taken into consideration by the company.

1.2. Methods of participating in the Meeting

As the General Meeting is held in camera, the shareholder has the right to participate in the General Meeting:

- either by being represented by the President of the General Assembly,
- either by being represented by any natural or legal person of their choice,
- either by voting by post,
- or by voting online, via the VOTACCESS secure site.

Registered shareholders have the option of changing their method of participation, by sending their new participation method using the single form, duly completed and signed, to Société Générale, by e-mail to the following address: ag2021.fr@socgen.com (any other instruction reaching this address will not be taken into account).
The form must include: the shareholder's identifier, last name, first name and address, the words "New instruction - cancel and replace", as well as the date and signature. The shareholder must attach a copy of his identity card and, where applicable, a power of representation, if it is a legal person.
To be taken into account, the electronic message must reach Societe Generale within the legal deadlines.
Bearer shareholders should contact their account keeper, who will be responsible for transmitting the new instruction to Société Générale, accompanied by a certificate of participation justifying their status as a shareholder.

Postal voting forms will only be taken into account if they reach Société Générale within the legal deadlines.

A shareholder cannot vote for part of his shares and, simultaneously, appoint a proxy to vote for the balance of his shares; a shareholder who attends the meeting cannot use any voting technique other than to vote himself for all of his shares.

Any shareholder can participate in the Meeting remotely i) by giving proxy, ii) by voting by post, or iii) by voting by Internet.

1.2.1. Appointment - Revocation of a proxy

The shareholder who has chosen to be represented by the Chairman of the General Meeting or any other natural or legal person may notify this appointment or revoke it.

The shareholder may revoke his proxy, it being specified that the revocation must be made in writing and in accordance with the terms specified above. To appoint a new proxy after dismissal, the shareholder must ask Société Générale (if he is a registered shareholder) or his authorized intermediary (if he is a bearer shareholder) to send him a new proxy voting form, that he must return, indicating "Change of proxy" to Société Générale - Service Assemblées, 32, rue du Champ-de-Tir, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 03, until the fourth day preceding the meeting , i.e. May 7, 2021.

Notification of the appointment and revocation of an agent can also be done electronically, as follows:

- for direct registered or administered shareholders: by logging onto the website www.sharinbox.societegenerale.com with their usual identifiers indicated on the portfolio statement and by going to the page "My Operations - DASSAULT AVIATION General Meeting" then by clicking on the "Designate or revoke a mandate" button on the Votaccess voting site.
If a shareholder no longer has his username and / or password, he can follow the instructions given on the screen to obtain them,

- for bearer shareholders: either by connecting to the internet portal of their securities account keeper to access the Votaccess site if the intermediary is connected to it, or by email, by sending an email to their financial intermediary. This email must contain the following information: *Company name, surname, first name, address, bank references of the principal, as well as the name, first name and if possible address of the agent. The shareholder must ask his authorized intermediary to send a written confirmation to Société Générale - Service Assemblées, 32, rue du Champ-de-Tir, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 03. In order that the conclusions or revocations of mandates notified electronically can be validly taken into account, confirmations must be received at least four days before the date of the meeting, i.e. on May 7, 2021 at the latest.*

It is recalled that written and signed proxies must indicate the surname, first name and address of the shareholder as well as those of his proxy. The revocation of the mandate is carried out under the same formal conditions as those used for its appointment.

It is recalled that any shareholder wishing to be represented must send their instructions to the issuer or its agent, the centralizing agent Société Générale, using the universal form, indicating precisely their full contact details as well as those of their agent (last name, first name and address).
If applicable, the shareholder's proxy sends his voting instructions for the exercise of his mandates in the form of a scanned copy of the single form to Société Générale, by e-mail to the following address:
assemblees.generales@sgss.socgen.com.

The form must include the name, first name and address of the shareholder's agent, the words "As agent", and must be dated and signed. The directions of voting are indicated in the "I vote by mail" section of the form. He attaches a copy of his identity card and, where applicable, a power of attorney for the legal person he represents.

To be taken into account, the electronic message must reach Societe Generale no later than the fourth day preceding the date of the Meeting, ie May 7, 2021 at the latest.

It is specified that for any proxy given by a shareholder without indication of a proxy, the Chairman of the General Meeting will vote according to the recommendations of the Board of Directors.

1.2.2. Voting by mail

Shareholders who do not personally attend this Meeting and wish to vote by correspondence or be represented by giving proxy to the Chairman of the Meeting, may:

- for registered shareholders: return the single postal or proxy voting form, which will be sent to them with the convocation, unless they have requested to be convened electronically, using the prepaid reply envelope attached to the convocation.

- for bearer shareholders: request this form by letter from the account holder. This request must be received no later than six (6) days before the date of this General Meeting, i.e. May 5, 2021.

The single postal or proxy voting form must be returned to the account keeper, who will send it to Société Générale along with a certificate of participation justifying his status as a shareholder on D-3.

Shareholders will return their forms so that Société Générale can receive them no later than May 7, 2021 (3 days before the meeting is held).

1.2.3. Internet voting via the secured Votaccess site

Internet voting on the VOTACCESS site will be open from April 23, 2021 at 10 a.m. to May 10, 2021 at 3 p.m. (Paris time).
In order to avoid any possible congestion of the VOTACCESS platform, shareholders are strongly recommended not to wait until the day before the General Meeting to enter their instructions.

Registered shareholders will connect to the site www.sharinbox.societegenerale.com using their Sharinbox access code. The password for connecting to the site was sent to him by post when he entered into contact with Société Générale Securities Services. It can be resent by clicking "Get your codes" on the site's home page.

The shareholder must then follow the instructions in his personal space by clicking on the name of the Meeting in the "Current transactions" section of the home page and then on "Vote" to access the voting site.

Only holders of bearer shares whose account-keeping institution has joined the VOTACCESS system and offers them this service for this Meeting will be able to access it.
The bearer shareholder securities account keeper, who does not subscribe to VOTACCESS or subjects access to the site to terms of use, will tell the shareholder how to proceed.

The bearer shareholder will connect, using his usual access codes, to the internet portal of his securities account keeper to access the VOTACCESS site and will follow the procedure indicated on the screen.

2. Written questions

In accordance with the provisions of Decree No. 2020-418 of April 10, 2020 as amended by Decree No. 2020-1614 of December 18, 2020, shareholders who wish to ask written questions must, from the date of this publication and before the end of the second working day preceding the date of the General Meeting, i.e. May 7, 2021, address your questions to 78, quai Marcel Dassault in Saint-Cloud (92210) by registered letter with acknowledgment of receipt from the Chairman of the Board of administration, or by electronic means at the following address: www.dassault-aviation.com in the Finance - Investor Contact section or at the following address: investor-relations@dassault-aviation.com.

To be taken into account, these questions must be accompanied by a certificate of registration.

Given the exceptional situation linked to covid-19, shareholders are encouraged to favor the transmission of communication requests by electronic means.

The Chairman and Chief Executive Officer will answer all written questions, submitted within the legal deadlines, during the Meeting and the questions and answers will then be published on the Company's website at the address: www.dassault- aviation.com, as soon as possible after the General Meeting.

3. Shareholders' right of communication

The documents that must be made available to shareholders in connection with the Meeting are made available at the registered office of the Company, as from the publication of this notice of meeting.

The documents and information mentioned in Article R. 22-10-23 of the Commercial Code

intended to be presented to the General Meeting are made available on the company's website: www.dassault-aviation.com.

5. Formulaire de vote

COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE DE VOTE ? *HOW TO FILL IN THE FORM?*

Vous désirez voter par correspondance ?
Cochez ici
Éventuellement noircir les cases des résolutions qui ne recueillent pas votre adhésion.

Do you want to vote by mail?
Tick here
You can blacken the boxes of the resolutions on which you wish to vote no.

Vous désirez donner pouvoir au Président ?
Cochez ici puis datez et signez en bas du formulaire.

Do you wish to give your proxy to the Chairman?
Tick here then date and sign at the bottom of the form.

Vous désirez donner pouvoir à un tiers ?
Cochez ici puis datez et signez en bas du formulaire.

Do you wish to give a proxy to a third party?
Tick here then date and sign at the bottom of the form.

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - *Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side*
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form*

☐ **JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE** et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / ***I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING*** *and request an admission card: date and sign at the bottom of the form*

DASSAULT AVIATION

Siège social: 9, Rond-Point des Champs-Elysées
Marcel Dassault
75008 Paris

Société Anonyme au capital de 66 789 624€
712 042 456 RCS Paris

Assemblée Générale Annuelle
Ordinaire et Extraordinaire
Le Mardi 11 Mai 2021 à 15h00 - à huis clos

Annual Ordinary and Extraordinary Shareholders Meeting
On Tuesday, May, 11, 2021 at 3:00 pm - Behind closed doors

78, quai Marcel Dassault
92210 Saint-Cloud

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - *FOR COMPANY'S USE ONLY*

Identifiant - *Account*

Nombre d'actions - *Number of shares*
- Nominatif - *Registered* → Vote simple - *Single vote*
- Porteur - *Bearer* → Vote double - *Double vote*

Nombre de voix - *Number of voting rights*

☐ **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / *I VOTE BY POST***
Cf. au verso (2) - *See reverse (2)*

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ l'une des cases "Non" ou "Abstention". / ***I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this ■, for which I vote No or I abstain.***

Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix. ***On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.***

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Non / No	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Abs.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Non / No	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Abs.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Non / No	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Abs.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Non / No	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Abs.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
Non / No	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Abs.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

	A	B	C	D	E	F	G	H	J	K
Oui / Yes	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Non / No	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Abs.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote **NON** sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :
*In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote **NO** unless I indicate another choice by shading the corresponding box:*
- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale. / *I appoint the Chairman of the general meeting* ☐
- Je m'abstiens. / *I abstain from voting* ☐
- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom ☐
I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

☐ **JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**
Cf. au verso (3)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING
See reverse (3)

☐ **JE DONNE POUVOIR À :** Cf. au verso (4)
pour me représenter à l'Assemblée
I HEREBY APPOINT: *See reverse (4)*
to represent me at the above mentioned Meeting
M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

ATTENTION : Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.
CAUTION: *As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.*

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). **Cf au verso (1)**
Surname, first name, address of the shareholder *(Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form).* ***See reverse (1)***

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :
To be considered, this completed form must be returned no later than:

à la banque / ***to the bank***	07/05/2021
à la société / ***to the company***	07/05/2021

Date & Signature

« Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataires), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'assemblée générale »
"If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting

Quel que soit votre choix,
datez et signez le formulaire ici.

Whatever your choice,
date and sign the form here.

Ne pas oublier de vérifier vos noms et adresse.

Don't forget to verify your names and address.

6. Demande d'envoi de documents et de renseignements

À retourner à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Securities Services
Service Assemblées
CS 30812
44312 NANTES Cedex 3

Je soussigné(e),

(Nom, prénom) .....

(Adresse) .....

.....

Propriétaire de

- .....actions nominatives
- .....actions au porteur, inscrites en compte
  chez .....*(1)*

demande que me soient adressés, conformément à l'article R.225-88 du code de commerce, les documents et renseignements visés à l'article R.225-83 dudit code, relatifs à l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 2021,

reconnaît avoir déjà reçu les documents visés aux articles R.225-76 et R.225-81 du code précité.

Fait à .....

Le .....

Signature :

Nota : En vertu de l'alinéa 3 de l'article R.225-88 du code de commerce, les actionnaires nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents visés ci-dessus à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

(1) Indiquer le nom de l'intermédiaire financier teneur du compte (banque, établissement financier ou prestataire de services d'investissement).

REQUEST FOR ADDITIONAL DOCUMENTS AND INFORMATION

To be returned to SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Securities Services
Service Assemblées
CS 30812
44312 NANTES Cedex 3

I, the undersigned,

(Name, surname) .....

(Adress) .....

.....

Owner of

* *.....registered shares,*
* *.....bearer shares, in registered account*
  in.....(1)

requests that, in accordance with Article R.225-88 of the Commercial Code, be sent to me the documents and information referred to in Article R.225-83 of said code, relating to the Combined General Meeting of 11 May 2021,

acknowledges having already received the documents referred to in Articles R.225-76 and R.225-81 of the aforementioned code.

in .....

on .....

Signature :

Note : Pursuant to paragraph 3 of Article R.225-88 of the Commercial Code, registered shareholders may, by a single request, obtain from the Company the sending of the documents referred to above on the occasion of each subsequent shareholders' meeting.

(1) Indicate the name of the financial intermediary holding the account (bank, financial institution or investment services provider).

CONTACTS

Communication Institutionnelle
Stéphane Fort - Tél. +33 (0)1 47 11 86 90 - stephane.fort@dassault-aviation.com

Communication Financière
Armelle Gary - Tél. +33 (0)1 47 11 84 24 - armelle.gary@dassault-aviation.com

www.dassault-aviation.com